

Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité

OBJET :

6052 - Avenue du Mail :

1. Reconstruction et mise en séparatif du réseau d'assainissement sur différents secteurs de l'Avenue du Mail ;
2. Mandat de contrôle des biens-fonds privés ;
3. Remise en état des trottoirs existants situés le long de l'Av. du Mail
4. OPB : réfection de la structure de chaussée et mise en place d'un revêtement bitumineux phonoabsorbant sur le tronçon entre la Place du Cirque et le carrefour des Vingt-Trois-Cantons.

Mandat d'ingénieur civil

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

M226TI

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GENERALES
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR

- **Document B1** (agrafé et non relié)
- **Attestations demandées**

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch en format pdf

- **Document B1**, dossier d'appel d'offre, document à remettre par le candidat.
- **Annexe 1** - Périmètre de la zone d'étude
- **Annexe 2** - Plan n°6052-03 - Etat des collecteurs existants de l'Avenue du Mail
- **Annexe 3** - Plan n°6052-01 - Bassins versants concernés
- **Annexe 4** - Plan de situation n° 6052-02A - Collecteurs existants de l'Avenue du Mail
- **Annexe 5** - Cahier des charges pour la prospection et le contrôle des raccordements des eaux provenant des biens-fonds privés (édition janvier 2018)
- **Annexe 6** - Expertise du laboratoire Solfor du 30 août 2018
- **Annexe 7** - Conditions générales contractuelles – SIA 103
- **Annexe 8** - Planning intentionnel de projet – Février 2019
- **Annexe 9** - Plans des croquis des chambres existantes des collecteurs de l'Avenue du Mail & Profils en long des collecteurs existants de l'Avenue du Mail.
- **Annexe 10** - Rapports provisoires de la phase « CONCEPT » issus du PGEE pour les bassins versants « Philosophes-Champel » & « Plainpalais Nord ».

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.etat-ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève, sont consultables sur le site www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour pour le projet de l'Avenue du Mail (tronçon entre la Place du Cirque et le carrefour des 23 Cantons).

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les ingénieurs civils établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'ingénieur civil de l'école d'ingénieurs de Genève (EIG), des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Fondations des registres suisses des ingénieurs, des architectes et des techniciens (REG A ou REG B), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève
Département des constructions de l'aménagement
Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité
Rue François-Dussaud 10
1227 Les Acacias

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

La Ville de Genève cherche à s'attacher les services d'un bureau d'ingénieurs civils pour les objets cités ci-dessous, soit :

- Objet 1 :** Reconstruction et mise en séparatif du réseau d'assainissement sur différents secteurs de l'Avenue du Mail ;
- Objet 2 :** Mandat de contrôle des biens-fonds privés ;
- Objet 3 :** Remise en état des trottoirs existants situés le long de l'Av. du Mail ;
- Objet 4 :** OPB : réfection de la structure de chaussée et mise en place d'un revêtement bitumineux phonoabsorbant sur le tronçon entre la Place du Cirque et le carrefour des Vingt-Trois-Cantons.

Ce bureau aura pour tâche principale d'étudier et de faire réaliser les différents objets cités précédemment.

L'étendue des prestations est décrite au paragraphe 2.2.6. En conformité avec la SIA 103, il est demandé d'assurer les prestations en tant que mandataire principal.

Par ailleurs par son rôle, il devra assurer toutes les tâches de coordination des études et travaux.

Il est à préciser que les travaux de génie civil des objets 1, 3 et 4 décrits ci-dessous seront réalisés par le consortium Induni-Scrasa-Perrin-Implénia adjudicataire des travaux de rénovation de la Plaine de Plainpalais par le biais d'un avenant à leur contrat de base.

2.2.2 Descriptif

Les objets détaillés ci-dessous possédant un financement différents, ces derniers devront être métrés et facturés séparément.

Objet 1 : Reconstruction et mise en séparatif du réseau d'assainissement sur différents secteurs de l'Avenue du Mail :

Contexte et descriptif de la situation hydraulique urbaine

Le projet d'assainissement des eaux vise à poursuivre les efforts engagés par la Ville de Genève en matière de protection de l'environnement, plus particulièrement du cours de l'Arve, dans le secteur de Plainpalais, depuis plus de quarante ans.

Ainsi, le périmètre du projet s'étend sur 2 bassins versants différents, à savoir :

- Branche « Nord » faisant partie du bassin versant « Plainpalais Nord » en régime unitaire dont l'exutoire est la STEP d'Aire, cependant en cas de forts orages, des déversements d'eaux mélangées surviennent dans le Rhône à la hauteur du déversoir VG9 « Seujet »
- Branche « Sud » faisant partie du bassin versant « Philosophes-Champel » en régime séparatif dont l'exutoire d'eaux pluviales est l'Arve via le collecteur principal de la rue Patru

Le projet d'assainissement des eaux vise donc plusieurs objectifs environnementaux, soit :

- Assurer l'étanchéité des canalisations avec comme double objectif de supprimer la pollution des sols, mais également d'éliminer les eaux claires parasites provenant de la nappe superficielle « Plainpalais-Jonction-Rues Basses » qui surcharge inutilement le réseau ;
- Développer la mise en séparatif du réseau afin de le soulager, de réduire les déversements d'eaux mélangées dans le milieu naturel récepteur et participer à l'amélioration d'un meilleur cycle naturel de l'eau.

Par conséquent, du côté Nord, il convient de reconstruire ou réhabiliter les canalisations unitaires sur une grande longueur de l'avenue du Mail, soit environ 250 mètres, depuis la rue Bergalonne jusqu'à la rue du Vieux-Billard. De plus, le réseau existant présente 2 branches parallèles, caractérisées par des sections variables du type rectangulaire (RE 500/400) et ovoïde (OV. 400/600 jusqu'à OV. 600/900), souvent dans un état très dégradé (degré de gravité VSA 0 à 1), dont la méthode de reconstruction (terrassements, blindages & étayages, épuisement des eaux, etc...) devra être évaluée par le mandataire. Le concepteur veillera, dans la mesure du possible, à simplifier le réseau en supprimant les répartiteurs de débits et le dédoublement des collecteurs.

D'autre part, du côté Sud, le Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE) prévoit une mise en séparatif de l'avenue du Mail sur une longueur d'un peu moins de 200 mètres, soit depuis la rue de l'Ecole-de-Médecine jusqu'à la rue Patru ou s'effectuera le raccordement sur le collecteur principal d'eaux pluviales PRFV diam. 2000.

Le mandataire étudiera les mesures d'accompagnement de la méthode retenue de réhabilitation du collecteur unitaire existant Ov. 400/600 pour le transférer au réseau d'eaux usées, mais également le traitement des eaux pluviales polluées de routes étant entendu que le trafic automobile est supérieur à 14'000 véhicules/jour sur l'avenue du Mail, ce par le biais d'un ou plusieurs ouvrages (centralisés ou non).

Dès lors, le mandataire aura notamment pour tâche d'optimiser le projet de réhabilitation sous l'angle de plusieurs aspects :

- Choix du type de structure du réseau selon le type, l'emprise et les coûts des travaux ;
- Calculs hydrauliques des nouvelles lignes d'eau et gestion du risque de mise en charge du réseau en fonction des résultats des investigations et des possibilités de maintien d'une des 2 branches parallèles ;
- Impacts sur les mises en péril des services souterrains alentours ;
- Conséquences sur la reprise des raccordements privés ;
- Phasage des travaux, impact sur la circulation et sécurité des ouvriers.

L'image du projet du réseau d'assainissement à prévoir dans le cadre de cet objet est la suivante :

A) Mise en séparatif du tronçon Rue de l'Ecole-de-Médecine / Rue Patru :

- Collecteur d'assainissement des eaux mélangées ovoïde 40/60 existant en mauvais état (L ≈ 190 m) : prévu d'être chemisé ;
- Construction d'un nouveau collecteur EP diam. 500 (L = 195m), situé entre le collecteur existant (ovoïde 40/60) et le bord de trottoir côté immeubles ;
- Etude impact raccordement des collecteurs précités sur collecteurs de la rue Patru.

B) Tronçon Rue Patru / Carrfour des vingt-trois-cantons :

- Aucuns travaux prévus.

C) Tronçon rue de l'Ecole-de-Médecine / Rue Gourgass :

- Démolition collecteurs EM existants et construction nouveau collecteur d'eaux mélangées diam. 500 (L =145m), en lieu et place ;

D) Tronçon rue Rue Gourgass / Rue du Vieux-Billard :

- Démolition collecteurs EM existants et construction nouveau collecteur d'eaux mélangées diam. 800 (L =115m), en lieu et place ;

E) Tronçon Rue du Vieux-Billard / Place du Cirque :

- Aucun travaux prévus.

La Ville de Genève se propose de réaliser les travaux cités ci-dessus, sous réserve de l'accord de prise en charge du Fond Intercommunal d'assainissement.

De plus, il est prévu de réaliser un collecteur EP en bordure de la Plaine de Plainpalais qui aura comme fonction de récolter les sacs EP existants (12 pce) en bordure de la Plaine, qui aujourd'hui sont raccordés dans un collecteur existant situé sur le mail périphérique de cette Plaine. Ce futur collecteur EP sera situé entre la rue du Bois-Melly et le Carrefour des 23 Cantons (longueur ~250m).

Objet 2 : Mandat de contrôle des biens-fonds privés :

Dans le cadre des travaux d'assainissement de l'Avenue du Mail, une étude des réseaux privés existants est nécessaire. Pour ce faire, le bureau adjudicataire devra, sur la base du cahier des charges établi par le service de la DGEAU de l'Etat de Genève, faire l'inventaire exhaustif des équipements d'assainissement de toutes les parcelles concernées par le projet. L'annexe 5 du présent appel d'offres précise le cahier des charges des mandataires pour la prospection et le contrôle des raccordements des eaux provenant des biens-fonds privés, qui doit être pris en compte pour l'établissement de l'offre concernant cet objet 2.

Objet 3 : Remise en état des trottoirs existants situés le long de l'Av. du Mail :

Les trottoirs existants de l'Avenue du Mail sont vieillissants et nécessitent une rénovation. C'est pourquoi, la Ville de Genève souhaite procéder à des travaux de démolition et reconstruction de 570m² de trottoirs en béton type Ville de Genève et 100m² de trottoirs en enrobés bitumineux. Ponctuellement des bordures existantes seront à changer. De plus, les deux arrêts de bus situés sur l'Avenue du Mail devront être rehaussés à +22cm afin de respecter les normes des TPG

Objet 4 : OPB - réfection de la structure de chaussée et mise en place d'un revêtement bitumineux phonoabsorbant sur le tronçon entre la Place du Cirque et le carrefour des Vingt-Trois-Cantons :

La Ville de Genève souhaite procéder aux travaux d'assainissement du bruit routier selon l'OPB par la mise en place d'un revêtement phonoabsorbant de nouvelle génération sur l'Avenue du Mail, soit sur une surface totale de 9'800m².

Pour ce faire, la Ville de Genève a mandaté le laboratoire routier Solfor SA pour une auscultation de la chaussée existante de l'avenue du Mail, composée entre autre de dalles béton.

Les conclusions du rapport du laboratoire sont les suivantes :

Au vu des joints défectueux (48 sur 249) et de l'emprise de la fouille du futur collecteur annoncée, une suppression des dalles béton et reconstruction de la structure est à envisager. Des chantiers ont été entrepris sur le canton de Vaud (Tannay), où la technique de fraisage des dalles a donné satisfaction. Cette technique permet un chantier rapide et réduit les nuisances (pas d'utilisation de pic à béton).

La proposition est la suivante :

- Rabotage de l'ensemble de la couche d'enrobé existante, épaisseur moyenne de 3,5 cm
- Enlèvement de la dalle béton (proposition de rabotage) suivi d'un compactage de la grave en place jusqu'à obtention d'un essai Me de 1'000 Kg/cm²
- Pose d'une structure en enrobé type AC EME 22 en 8,5 + 8,0 et 3,5 cm d'enrobé Phonoabsorbant dernière génération.

La grave de fondation existante sous la dalle béton est de qualité acceptable. Néanmoins les essais ME sont assez faibles, mais avec de grands rapports.

Les marquages routiers devront également être entièrement repris.

La Ville de Genève va par conséquent suivre les préconisations du laboratoire Solfor SA selon le rapport d'expertise mentionné en annexe 6 du présent appel d'offres.

2.2.3 Programme

Les travaux du présent appel d'offres sont prévus d'être exécutés selon le planning intentionnel de projet mentionné à l'annexe 8 du présent appel d'offres.

Il est à préciser que les périodes mentionnées dans ce planning sont intentionnelles et dépendantes des échéances administratives.

Le suivi architectural du projet sera assuré par le service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité (AGCM).

Un ingénieur en transports sera, parallèlement, mandaté par la Ville de Genève pour l'étude des mesures de circulation nécessaires à la réalisation des travaux des différents objets.

Le bureau d'ingénieurs devra assurer la coordination avec l'architecte de la Ville de Genève et l'ingénieur en transports.

2.2.4 Situation foncière

L'Avenue du Mail se sur la parcelle n° 7598 – 3517 – 3469 – 3474 – 3500 – 3508 - 3512 de la commune de Genève, section Genève-Plainpalais sise en domaine public.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

Les montants estimatifs ci-dessous sont donnés, pour les deux objets, à titre indicatifs et se décomposent comme suit :

- **Objet 1** : Reconstruction et mise en séparatif du réseau d'assainissement sur différents secteurs de l'Avenue du Mail + Travaux pour raccords privés: CHF 2'200'000 HT.
- **Objet 2** : Mandat de contrôle des biens-fonds privés : CHF 55'000 HT.
- **Objet 3** : Remise en état des trottoirs existants : CHF 170'000 HT.
- **Objet 4** : OPB - réfection de la structure de chaussée et mise en place d'un revêtement bitumineux phonoabsorbant : CHF 2'300'000 HT.

Le calcul des honoraires sera établi au tarif coût selon le document B1.

2.2.6 Prestations du mandataire

Objet 1 :

La Ville de Genève souhaite attribuer la réalisation de cet objet au consortium Induni-Scrasa-Perrin-Implénia, par avenant ou contrat existant. Ce consortium réalise actuellement le réaménagement du mail périphérique de la Plaine de Plainpalais pour la Ville de Genève.

Les prestations demandées sont décrites dans le règlement SIA 103 intitulé « Règlement concernant les prestations et honoraires d'ingénieurs civils », soit :

3 Etude du projet :

- 31** Avant-projet
- 32** Projet de l'ouvrage
- 33** Procédure de demande d'autorisation

4 Appel d'offres / partielle :

- Reprise et analyse de l'offre du consortium ISPI du 12 mai 2009 concernant le réaménagement de la Plaine de Plainpalais ;
- Etablissement de la soumission concernant cet objet 1 selon le Catalogue des Articles Normalisés Suisse et transmission de cette soumission au consortium ISPI & établissement du plan en conséquence pour cet objet ;
- Analyse de l'offre du consortium ISPI ;
- Etablissement de l'avenant pour ces travaux.

Remarque : pas de rapport d'adjudication à établir car entreprise de génie civil déjà choisie.

5 Réalisation :

51 Projet d'exécution

52 Exécution de l'ouvrage

53 Mise en service, achèvement

Les candidats indiqueront dans leur offre le détail du calcul estimatif de leurs honoraires (voir document B1).

Ces travaux devront être réalisés le plus tôt possible.

Objet 2 :

Les prestations demandées sont décrites dans le règlement SIA 103 intitulé « Règlement concernant les prestations et honoraires d'ingénieurs civils », soit :

- Elaboration de l'offre des contrôles des biens-fonds demandés par la Direction générale de l'eau ;
- Inspecter les biens-fonds privés, en pilotant une entreprise spécialisée, afin de récolter toutes les informations utiles au projet de mise en séparatif des raccordements privés (rédaction des courriers de convocation des propriétaires, présence sur site lors des contrôles, etc).

Les principaux éléments de programme devant être traités dans le cadre du mandat, sont listés dans l'annexe 5 (Cahier des charges du mandat de contrôle des biens-fonds privés).

Les candidats indiqueront dans leur offre le détail du calcul estimatif de leurs honoraires (voir document B1).

Objet 3 :

La Ville de Genève souhaite attribuer la réalisation de cet objet au consortium Induni-Scrasa-Perrin-Implénia. Ce consortium réalise actuellement le réaménagement du mail périphérique de la Plaine de Plainpalais pour la Ville de Genève.

Les prestations d'ingénieur civil en tant que directeur général du projet au sens du règlement SIA 103 et comprenant les phases suivantes :

3 Etude du projet :

Une réfection à l'identique des trottoirs est prévue, par conséquent cette phase d'étude de projet n'est pas prévue.

4 Appel d'offres / partielle :

- Reprise et analyse de l'offre du consortium ISPI du 12 mai 2009 concernant le réaménagement de la Plaine de Plainpalais ;
- Etablissement de la soumission concernant **cet objet 3** selon le Catalogue des Articles Normalisés Suisse et transmission de cette soumission au consortium ISPI & établissement du plan en conséquence pour cet objet ;
- Analyse de l'offre du consortium ISPI pour cet objet ;
- Etablissement de l'avenant pour ces travaux.

Remarque : pas de rapport d'adjudication à établir car entreprise de génie civil déjà choisie.

5 Réalisation :

51 Projet d'exécution

52 Exécution de l'ouvrage

53 Mise en service, achèvement

Les candidats indiqueront dans leur offre le détail du calcul estimatif de leurs honoraires (voir document B1).

Objet 4 :

La Ville de Genève souhaite attribuer la réalisation de cet objet au consortium Induni-Scrasa-Perrin-Implénia, par avenant ou contrat existant. Ce consortium réalise actuellement le réaménagement du mail périphérique de la Plaine de Plainpalais pour la Ville de Genève.

Les prestations d'ingénieur civil en tant que directeur général du projet au sens du règlement SIA 103 et comprenant les phases suivantes :

3 Etude du projet :

32 Projet de l'ouvrage mais sans variantes à étudier

4 Appel d'offres :

- Reprise et analyse de l'offre du consortium ISPI du 12 mai 2009 concernant le réaménagement de la Plaine de Plainpalais ;
- Etablissement de la soumission concernant cet objet selon le Catalogue des Articles Normalisés Suisse et transmission de cette soumission au consortium ISPI & établissement du plan en conséquence pour cet objet ;
- Analyse de l'offre du consortium ISPI pour cet objet ;
- Etablissement de l'avenant pour ces travaux.

Remarque : pas de rapport d'adjudication à établir car entreprise de génie civil déjà choisie.

5 Réalisation :

51 Projet d'exécution

52 Exécution de l'ouvrage

53 Mise en service, achèvement

▪ **Etablissement de l'offre**

Les candidats indiqueront dans leur offre le détail du calcul estimatif de leurs honoraires (voir document B1). En complément des prestations ordinaires selon le règlement SIA 103, les prestations spécifiques suivantes sont notamment attendues en fonction des différents objets, soit :

- Assistance au maître d'ouvrage pour la rédaction du cahier des charges de l'ingénieur en circulation ;
- Collaboration accrue avec l'ingénieur en circulation mandaté par la Ville de Genève. Il devra collaborer à la réalisation des plans de phasages de chantier ;
- Organisation et participation, avant le début des travaux, à plusieurs rendez-vous de police avec l'OCT. De plus, le mandataire devra, pour chaque rendez-vous, établir un procès-verbal de la séance ainsi qu'un plan de situation de signalisation de chantier temporaire demandé par la DGT (étapes de travaux). Ce document devra par la suite, être approuvé par l'OCT, avant d'être distribué à l'entreprise de génie civil ;
- Etablissement et mise à jour de façon permanente d'un tableau de projection financière (modèle Ville de Genève) intégrant l'évolution des coûts de construction ;
- Suivi de la bonne marche de la gestion des déchets sur le chantier, en particulier des HAP conformément aux directives cantonales de gestion des déchets ;
- Approbation des différents devis et factures éventuels liés aux travaux accessoires imputés à la Ville de Genève. Toutes les factures et situations seront accompagnées de métrés (calculs, situations et tous les croquis correspondants), vérifiés et contresignés par le mandataire ;
- Rédaction de tous les procès-verbaux de séances de coordination ou de chantier ;
- Coordination avec les différents mandataires spécialistes intervenants (ingénieurs géomètres, circulation, etc.) et ponctuellement les riverains ;
- FIA : Toutes les prestations nécessaires demandées par le Fond Intercommunal d'assainissement conformément aux directives se trouvant sur le site internet http://ge.ch/eau/media/eau/files/fichiers/documents/note_explicative_-_modele_fia.pdf, soit : fournir au fond intercommunal d'assainissement (FIA) tous les documents nécessaires (tableau estimation financière, décompte des coûts des travaux, etc) à l'établissement du dossier de financement du projet d'assainissement (objet 1) ;
- Inspecter les biens-fonds privés, en pilotant une entreprise spécialisée, afin de récolter toutes les informations utiles au projet de mise en séparatif des raccordements privés (rédaction des courriers de convocation des propriétaires, présence sur site lors des contrôles, etc) ;
- Elaborer le projet définitif, l'appel d'offre et le projet d'exécution de la mise en séparatif des raccordements privés ;
- Assurer la direction des travaux des raccords privés ;
- Assurer la gestion administrative et financière des raccords privés (élaboration des factures pour les privés, vérification des devis de l'entreprise adjudicatrice des travaux de génie civil, établissement de métrés contradictoires avec l'entreprise) ;
- Le mandataire devra prévoir des étapes de travaux en maintenant les accès aux commerces en tout temps et sans interruption de chantier ;
- Le mandataire devra tenir compte, dans son offre, de la coordination qu'il devra mener avec les SIS, la DGT, les TPG, la CCTSS, les SIG ainsi que les autres partenaires de la CCTSS, les différents services de l'Etat de Genève, et les propriétaires d'immeuble et les régies.

Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT, sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

▪ Renchérisssement

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

▪ Frais accessoires

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Délais

Le planning intentionnel de l'opération est donné à titre d'information dans le programme en Annexe 8.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **mardi 9 avril 2019 à 11h00**

auprès de

Ville de Genève

Département des constructions et de l'aménagement

Unité soumissions

4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3^{ème} étage inférieur)

Case postale 3983

1211 Genève 3

Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00.

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un CD-ROM contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES M226TI

Avenue du Mail :

- 1. Reconstruction et mise en séparatif du réseau d'assainissement sur différents secteurs de l'Avenue du Mail ;**
- 2. Mandat de contrôle des biens-fonds privés ;**
- 3. Remise en état des trottoirs existants situés le long de l'Av. du Mail**
- 4. OPB : réfection de la structure de chaussée et mise en place d'un revêtement bitumineux phonoabsorbant sur le tronçon entre la Place du Cirque et le carrefour des Vingt-Trois-Cantons.**

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé, est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

Aucun bureau n'a participé aux phases 21 à 33 et aucun bureau n'est exclu de cet appel d'offres.

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux est admise, mais elle est limitée à deux bureaux maximum.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.17 Marché divisé en lots

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes, soit de la manière suivante :

1. Prestations concernant le tronçon de l'Avenue du Mail situé entre la rue de l'Ecole-de-Médecine & la Place du Cirque ;
2. Prestations concernant le tronçon de l'Avenue du Mail situé entre la rue de l'Ecole-de-Médecine & la Place des 23 Cantons

3.18 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007(L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toute personne externe à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **vendredi 29 mars à 11h00**

auprès de

Ville de Genève
Département des constructions et de l'aménagement
Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité
Rue François-Dussaud 10
1227 Les Acacias
e-mail : gci@ville-ge.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur www.simap.ch

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

Le site est accessible en tout temps.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, les suivants :

Critères d'adjudication	Pondération
1. Qualité économique globale de l'offre	30 %
2. Compréhension de la problématique & Organisation du candidat	45 %
3. Références du candidat	25 %
Total	100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$\text{Note offre}_x = \left(\frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / fonction / profession	Suppléant
M. Alphonse	<i>Ville de Genève / Adjoint de direction</i>	M. Bouthinon
M. Morante	<i>Ville de Genève / Chargé d'opération / ing. civil</i>	M. Roux
M. De-Blas	<i>Ville de Genève / Chargé d'opération / ing. Civil</i>	M. Zumbino
M. Pedulla	<i>Expert externe / sd ingénierie genève sa / ing Civil</i>	M. Vincent

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritère qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision de sélection ou relative au choix des participants à la procédure sélective (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 103 (édition 2014) est applicable.